

An aerial view of a modern residential development. The complex features several multi-story white buildings with flat roofs, interspersed with lush green landscaping and palm trees. A large, rectangular swimming pool with a blue interior and a red-tiled deck is a central feature. The development is bordered by a wide road with a median strip and a line of trees. In the background, a dense urban area with various high-rise buildings is visible under a clear sky.

01 BP 3621 / 01 BP 3502 Cotonou - BENIN
Tél. +229 21 31 77 71 / +229 21 31 52 28
Fax. +229 21 31 51 09
E-mail: sp_mcvdd@gouv.bj

Imm NSIA, 1066 Blvard St Michel Gbeto,
Carré n°253, face CPA, Quartier Gbégamey
Cotonou - Bénin . 01 BP 9148 Cotonou
Tél: 00229 21 31 54 01
E-mail: info@simaubenin.com

Koffi & Diabaté Group
17 BP 59 Abidjan Boulevard Latrille
cocody Danga Nord (Côte d 'Ivoire)
Téléphone : + 225 22 48 33 33
Fax : + 225 22 48 33 34

QUALICONSULT West Africa
Pavillon Bleu-C/21 Djemèhountin
08BP.: 288- COTONOU BENIN
Mail: qcwa@qualiconsult.fr

LUSEO COTE D'IVOIRE
Plateau Av. Botreau-
Roussel 1er étage 13 C, 01
BP 4991, Abidjan 01t
Tel: +225 20242063

Cahier des clauses techniques particulières - DEMOLITIONS

[illegible]

| | | |
|------------|---|----------|
| 1 - | GENERALITES..... | 3 |
| 1.1. | OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| 1.2. | IDENTIFICATION DES INTERVENANTS | 3 |
| 1.3. | DOCUMENTS JOINTS AU DOSSIER DE CONSULTATION | 3 |
| 1.4. | CONNAISSANCE DES LIEUX..... | 3 |
| 1.5. | CONTENU DU PRIX DU MARCHÉ..... | 4 |
| 1.6. | MARCHÉ A BASE FORFAITAIRE | 5 |
| 1.7. | DURÉE DES TRAVAUX..... | 5 |
| 1.8. | DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES..... | 5 |
| 2 - | PRESCRIPTIONS PARTICULIERES | 6 |
| 2.1. | RECONNAISSANCE DES EXISTANTS | 6 |
| 2.2. | ORGANISATION DE CHANTIER | 6 |
| 2.3. | PROTECTIONS DES OUVRAGES EXISTANTS | 7 |
| 2.4. | RESEAUX CONCESSIONNAIRES | 7 |
| 2.5. | ÉTATS DES LIEUX | 8 |
| 2.6. | POINTS DE RECONNAISSANCE DES FONDATIONS MITOYENNES... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI. | |
| 2.7. | TRAVAUX DE DEMOLITION | 8 |
| 3 - | SPECIFICATIONS GENERALES RELATIVES A LA DEMOLITION... | 9 |
| 3.1. | CONSISTANCE DES TRAVAUX | 9 |
| 3.2. | OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR | 9 |
| 3.2.1. | RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR | 9 |
| 3.2.2. | OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR CONCERNANT L'EXECUTION DES TRAVAUX | 9 |
| 3.3. | PRIX DU MARCHÉ | 10 |
| 3.4. | PLAN DE PREVENTION | 10 |
| 3.5. | DEMARCHE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES..... | 10 |
| 3.5.1. | GESTION DES DECHETS AU COURS DE LA PHASE DECONSTRUCTION | 11 |
| 3.6. | SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES..... | 11 |
| 3.6.1. | CONDITIONS PARTICULIERES SPECIFIQUES AUX TRAVAUX DE DEMOLITION | 11 |
| 3.6.2. | CONDITIONS TECHNIQUES IMPREVUES | 12 |
| 3.6.3. | BRUITS DE CHANTIER | 12 |
| 3.6.4. | SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC | 12 |
| 3.6.5. | COUPURES DES BRANCHEMENTS..... | 12 |
| 3.6.6. | ENLEVEMENT DES DECHETS ET GRAVOIS | 12 |
| 3.6.7. | RECONNAISSANCE DES EXISTANTS..... | 12 |
| 3.6.8. | SAUVEGARDE DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES OCCUPEES A PROXIMITE | 13 |
| 3.6.9. | MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES DECOUVERTS SUR LE CHANTIER | 14 |

3.7. PRESCRIPTIONS CONCERNANT L 'EXECUTION DES TRAVAUX DE DEMOLITION.....14

| | |
|--|----|
| 3.7.1. METHODES DE DEMOLITION | 14 |
| 3.7.2. PERIMETRE ET MOYENS DE PROTECTION ET DE SECURITE..... | 15 |
| 3.7.3. PROCEDURE DE DEMOLITION | 16 |
| 3.7.4. MOYENS HUMAINS ET MATERIELS..... | 17 |

3.8. DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS18

| | |
|---|----|
| 3.8.1. GENERALITES | 18 |
| 3.8.2. NORMES..... | 18 |
| 3.8.3. AUTRES TEXTES | 18 |
| 3.8.4. REGLEMENTATIONS CONCERNANT LES DECHETS ET LES BRUITS DE CHANTIER | 19 |

4 - NOMENCLATURE DES OUVRAGES.....21

4.1. DEMOLITION DE L'EXISTANT21

| | |
|---|----|
| 4.1.1. DEMOLITION ET EVACUATION A LA DECHARGE PUBLIQUE | 21 |
| 4.1.2. REMBLAIEMENT DES FOUILLES DE TOUTE NATURE..... | 21 |
| 4.1.3. PROTECTION DES CONSTRUCTIONS CONTIGUS..... | 21 |
| 4.1.4. POINTS DE RECONNAISSANCE DES FONDATIONS MITOYENNES | 22 |
| 4.1.5. REPLIEMENT DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT | 22 |

1 - GENERALITES

1.1. OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Charges Techniques Particulières a pour objet de définir l'ensemble des travaux à réaliser dans le cadre des travaux de démolition qui concerne le projet CAMP GEZOU située à Cotonou, Bénin.

L'opération consiste à :

- Travaux de démolition complète des ouvrages existants dans la parcelle foncière y compris les dallages et l'infrastructure du bâtiment (semelles, longrines, réseaux sous-dallage, fosses, bache ...)
- Le remblaiement des fouilles de toute nature engendrées par la démolition de l'infrastructure moyennant d'un remblai compacte.
- Le nivellement et la mise à niveau de la plate-forme du projet avec le terrain naturel
- Evacuation et décharge de démolition et tous les gravois.

1.2. IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

Maître d'ouvrage : MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Maitrise d'ouvrage délégué: SOCIETE IMMOBILIERE ET D'AMENAGEMENT URBAIN

Maîtrise d'œuvre : Koffi & Diabaté architectes

Bureau d'étude : LUSEO COTE D'IVOIRE

Bureau de contrôle technique : GROUPE QUALICONSULT

1.3. DOCUMENTS JOINTS AU DOSSIER DE CONSULTATION

- Plan des états des lieux.

1.4. CONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé à une visite des lieux obligatoire avant la remise de leur offre, en présence de la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage qui sera organisée conformément au CCAP.

A l'issue de cette visite des lieux, un Procès - Verbal de la visite sera dressé par le Maître d'ouvrage et qui mentionnera aussi bien les demandes d'informations ou d'éclaircissements que les réponses formulées par le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre aux concurrents concernés.

Cette reconnaissance portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état et la nature des matériaux constituant les existants ;
- Les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses et les matériaux de remplissage ;
- Prendre tous les mesures et les côtes nécessaires pour mieux évaluer le montant des travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant les contraintes liées aux travaux de démolition à proximité des constructions mitoyennes.

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ces sujets pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

1.5. CONTENU DU PRIX DU MARCHÉ

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- La réalisation d'un constat de l'état des lieux en présence de la Maitrise d'œuvre et du Maître d'Ouvrage, avant démarrage des travaux.
- l'identification des anciens postes d'alimentation du bâtiment et leur débranchement avant démolition ;
- tout ce qui est nécessaire à la protection vis-à-vis de la circulation ;
- toutes les protections nécessaires vis-à-vis des circulations piétonnes ;
- toutes les installations et signalisations nécessaires pour garantir la sécurité des tiers ;
- la démolition de tous les ouvrages existants dans la parcelle foncière y compris les dallages et les murs de clôtures et l'infrastructure du bâtiment (semelles-longrines-réseaux sous dallage ...)
- le remblaiement des fouilles de toute nature engendrées par la démolition de l'infrastructure moyennant d'un remblai compact.
- le nivellement et la mise à niveau de la plate-forme du projet avec le terrain naturel.
- le comblement de puits ou puisards, bêche à eau, fosse septique éventuellement rencontrés.
- la surveillance et la protection des ouvrages et des réseaux divers souterrains existants. La protection des conduites d'eau en service à proximité immédiate des travaux ;
- la protection de conduites, des équipements existants avant tous travaux de démolition de génie civil ;
- l'enlèvement de tous les gravats de ses travaux ;
- tous les dispositifs nécessaires pour la sécurité et d'hygiène du personnel travaillant sur chantier ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;

- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- l'évacuation dans un centre d'enfouissement technique de tous les déblais extraits.
- Tri des matériaux, classification des déchets.

1.6. MARCHE A BASE FORFAITAIRE

Les offres de prix remises par les entrepreneurs sont réputées présenter un caractère forfaitaire non révisable.

En conséquence, les entrepreneurs sont tenus d'apprécier toutes les contraintes particulières d'exécution qui peuvent résulter du présent marché.

Les propositions ayant un caractère forfaitaire absolu, seules les modifications (additions ou suppressions de travaux) demandées par les Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre, et ordonnées par ordre de service, pourront donner lieu à une modification du prix forfaitaire, en plus ou en moins.

1.7. DUREE DES TRAVAUX

Les travaux du lot sont réalisés conformément au calendrier général des travaux sur lequel l'entreprise s'engage avec son offre.

Le candidat à l'appel d'offre du présent lot s'accordera pour présenter une offre technique compatible avec ces objectifs de délais.

Par sa soumission le candidat s'engage à achever les travaux dans le délais prévisionnel. Des pénalités seront appliquées en cas de non-respect selon les modalités administratives du marché.

1.8. DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

L'entrepreneur aura à sa charge la demande de toutes les autorisations auprès de la commune et des déclarations d'intention de commencement des travaux de démolition.

2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

2.1. RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant remise de leur offre.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état général des existants
- la nature des matériaux constituant les existants
- les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses ;

Et, en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

S'agissant des constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- avoir visité les lieux ;
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions ;

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

2.2. ORGANISATION DE CHANTIER

Toute proposition d'aménagement de l'organisation du chantier faite par les Entreprises, et tendant à faciliter la bonne marche et l'organisation des travaux, pourra être proposée, pour autant qu'elle soit accompagnée d'un mémoire justificatif et des plans correspondants et qu'elle prenne en compte :

- Le respect des délais de l'opération précisés à l'acte d'engagement
- La conformité avec les documents contractuels, notamment en matière de stabilité des ouvrages et des conditions de sécurité des personnes.
- Un plan comportera le détail de l'ensemble des installations et la signalisation à mettre en œuvre pour le personnel de chantier et les véhicules.
- Matériel insonorisé et horaire d'utilisation adaptés
- Dispositifs propres à éviter la propagation des poussières et des fumées dans l'atmosphère.
- Nettoyage et maintenance des abords permettant le maintien des contours du chantier et des circulations dans un état de propreté irréprochable.
- Maintien de la circulation sur tous les axes entourant le chantier
- Tous dispositifs nécessaires à la protection permanente des piétons et riverains devront être mis en place.

Les entreprises décriront notamment avec précision :

- Les différentes phases et zones
- Les engins, matériels et outillages utilisés
- Les rythmes de rotation, les cinématiques de travail
- La circulation des engins et véhicules
- Les effectifs par jour et par postes
- L'emplacement de dépôt des gravois sur chantier avant la décharge

Les dispositions envisagées par le contractant devront être soumises pour accord au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au SPS qui se réservent le droit de faire apporter toutes modifications qui seraient jugées indispensables à la bonne marche du chantier et à sa sécurité.

2.3. PROTECTIONS DES OUVRAGES EXISTANTS

Lors de toute exécution de travaux de démolition dans des ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les chaussées et les accotements dans le périmètre de l'enceinte du chantier
- les réseaux enterrés hors assiette foncière
- les aménagements urbains

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

2.4. RESEAUX CONCESSIONNAIRES

L'entreprise prendra toutes dispositions utiles pour ne pas endommager, pendant les travaux, les différents branchements, conduites, canalisations, câbles de gaz, d'électricité, télécommunication, eau potable ou non, égouts, etc., appartenant tant aux services publics qu'aux collectivités et aux particuliers.

Elle devra signaler immédiatement au maître d'œuvre les déplacements d'ouvrages qui lui paraissent nécessaires. Elle se conformera aux dispositions que certaines administrations jugent nécessaires tant en vue de la sécurité que dans le but d'éviter des troubles dans le fonctionnement des services publics.

Si une interruption de fonctionnement était constatée par un service public ou concessionnaire du fait de l'entreprise, la remise en service serait effectuée aux frais de cette dernière, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure.

Le maître de l'ouvrage prendra à sa charge les seules modifications qui seront nécessitées par l'exécution des travaux ou seront demandées par les services publics et concessionnaires.

Hormis cela, l'entreprise sera entièrement responsable de toutes les détériorations qui peuvent être signalées ou qui se manifesteraient par la suite, du fait de ses travaux, sur les bâtiment mitoyens.

En particulier, l'entreprise aurait à supporter tous les frais et toutes les conséquences qui peuvent résulter de l'inobservation des règlements des services publics relatifs à l'utilisation des engins mécaniques ou de l'obligation d'exécuter les fouilles à la main lorsque lesdits règlements le prescrivent.

Elle devra prendre les dispositions voulues pour que les services publics ne souffrent d'aucune interruption et se conformera strictement aux indications qui lui seront données à cet effet.

Elle devra, en cas de besoin, prendre toutes les mesures nécessaires pour le soutien de ces canalisations et conduites et pour leur maintien en service.

L'entreprise ne sera pas admise à présenter de réclamation du fait que le tracé ou le placement imposé pour les ouvrages, l'obligerait à prendre ces mesures de soutien de canalisations ou de conduites sur quelque longueur qu'elles puissent s'étendre.

L'ensemble de ces suggestions sera réputé inclus dans les prix établis par l'entreprise.

L'entreprise prendra les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains et aériens de toute nature.

L'entreprise ne sera pas admise à présenter de réclamation du fait que le tracé ou l'emplacement imposé pour les ouvrages, notamment les ouvrages d'assainissement, l'obligerait à prendre ces mesures de soutien de canalisations ou de conduites sur quelque longueur qu'elles puissent s'étendre.

2.5. ÉTATS DES LIEUX

L'Entreprise établira un état des lieux des existants avant le démarrage des travaux, en présence du maître d'ouvrage et de la Maitrise d'œuvre.

2.6. TRAVAUX DE DEMOLITION

Les travaux de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux bâtiments mitoyens.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et les moyens de démolition sont laissés au choix des entrepreneurs qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à démolir, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

3 - SPECIFICATIONS GENERALES RELATIVES A LA DEMOLITION

3.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux comprendront la démolition complète des ouvrages existants en superstructure et infrastructure du bâtiment.

Le remblaiement des fouilles de toute nature engendrées par la démolition de l'infrastructure moyennant d'un remblai compact jusqu'à l'obtention d'une plate-forme nivelée avec le terrain naturel existant.

Tous les gravois seront enlevés à la décharge publique agréée à toute distance et par tous moyens.

Les travaux comprendront en outre le cas échéant :

- la sauvegarde des câbles et canalisations éventuellement rencontrés dans les conditions précisées ci-après ;
- le comblement de puits ou puisards, bêche à eau, fosse septique éventuellement rencontrés

3.2. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

3.2.1. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers : mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

l'entreprise fera son affaire de toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses ouvrages à toutes les étapes de déconstruction.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître d'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

3.2.2. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR CONCERNANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition.

Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous les éclairages de nuit, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

| | | | |
|---|---|--------|----------------|
|  | TRAVAUX DE DEMOLITION CGB-CAMP GEUZOU-BENIN Cahier des Clauses Techniques Particulières | Client | CGB |
| | | Projet | Démolition CGB |
| | | Code | 22CI002TCE |
| | | Date | 29-07-2022 |

3.3. PRIX DU MARCHÉ

Les prix du marché comprendront implicitement tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :

- le nettoyage et l'enlèvement de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ,
- les nettoyages du chantier en fin de travaux ,
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ,
- le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur .

3.4. PLAN DE PREVENTION

Les travaux de démolition étant considérés comme des travaux dits « dangereux », un Plan de prévention devra être établi par l'entreprise, avant le commencement des travaux, quelle que soit la durée prévisible de l'opération.

Une réunion de coordination en présence du CSPS devra être tenue avant le démarrage des travaux pour veiller à ce que tous les principes généraux de prévention soient bien respectés dans le chantier durant les travaux de démolition.

3.5. DEMARCHE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

Les entreprises s'engagent à prendre connaissance et à respecter l'ensemble des dispositions managériales et des performances techniques et environnementales de la charte de chantier à faibles nuisances en respectant les exigences de la certification HQE.

La charte de chantier à faibles nuisances prescrit des mesures pour réduire ou éliminer les nuisances à l'environnement et atteindre l'objectif d'un chantier à faibles nuisances en phase démolition. A ce titre, ce document présente :

- Les objectifs à atteindre pour respecter les exigences de la certification HQE.
- Une étude des sensibilités des bâtiments voisins à l'opération, vis-à-vis des nuisances engendrées par les travaux.
- Les mesures de réductions des nuisances à prendre lors des travaux

La réalisation d'un chantier à faibles nuisances passe par :

- L'étude, par les entreprises, de toutes les nuisances que l'exécution des prestations sera susceptible de provoquer.

Pour mémoire, les principales nuisances récurrentes et répertoriées sur la majorité des chantiers sont :

- Le bruit o La poussière
- La pollution des sols
- La gêne visuelle et du cadre de vie
- La perturbation du trafic routier et piéton
- La production de déchets
- La dégradation des infrastructures environnantes

| | | | |
|---|--|--------|----------------|
|  | TRAVAUX DE DEMOLITION CGB-CAMP GEUZOU-BENIN Cahier des Clauses Techniques Particulières | Client | CGB |
| | | Projet | Démolition CGB |
| | | Code | 22CI002TCE |
| | | Date | 29-07-2022 |

- Des propositions de mesures de réduction ou d'élimination des nuisances potentielles.
- L'intégration du suivi de ces préconisations environnementales dans le pilotage général de l'opération en phase exécution.
- La formalisation d'un plan de communication pour application et suivi des décisions prises lors de la préparation de chantier.
- La communication avec les riverains qui se conclura par un plan de communication et qui sera le fil conducteur des relations entre le chantier et le public. Il doit être validé par l'ensemble des acteurs impliqués

3.5.1. GESTION DES DECHETS AU COURS DE LA PHASE DECONSTRUCTION

Sont concernées, toutes les déconstructions, incluant la dépose d'étanchéité ainsi que la dépose des menuiseries extérieures restants.

- Les déchets seront réduits à la source.
- Le tri d'au moins 5 typologies des déchets sera préférentiellement effectué sur le chantier.
- Avant le démarrage des travaux, établir un diagnostic préalable de la qualité et quantité de déchets par type de déchets afin d'en anticiper la gestion et de définir une stratégie d'évacuation (cubage journalier). Cette évaluation est valable pour toutes les typologies de déchets. La synthèse des quantités prévisionnelles de déchets sera reproduite dans le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED).
- Analyser les filières de valorisation à proximité du chantier pour organiser les critères de tri.
- Valoriser les matériaux : la démarche environnementale impose que les filières de valorisation soient connues de la maîtrise d'ouvrage. Dans ce cadre, l'entreprise indiquera à la maîtrise d'ouvrage les filières retenues ainsi que le pourcentage des matériaux valorisés (en masse et en volume),
- Récupérer 100 % des bordereaux de suivi des déchets afin d'établir la traçabilité complète des bennes jusqu'à la destination finale des déchets. Ces bordereaux devront être récupérés par « le Responsable Environnement Principal » et conservés dans un classeur. Cette disposition est valable pour l'ensemble des déchets : déchets inertes, DIB, DD, emballage, métaux, ferraille, verre, bois.
- Le suivi des évacuations du chantier sera fait par la tenue quotidienne d'un registre d'évacuation notifiant le jour d'évacuation, le type de matériaux évacués, le tonnage évacué, la destination du camion, la décharge, etc. Un bilan par type de matériaux évacué pourra ainsi être dressé et tenu disponible mensuellement.
- Un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) devra être réalisé par le responsable environnement principal et l'entreprise sur la base de l'analyse de site. Le SOGED sera mis à jour tout au long du chantier.

3.6. SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES

3.6.1. CONDITIONS PARTICULIERES SPECIFIQUES AUX TRAVAUX DE DEMOLITION

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents.

En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.

3.6.2. CONDITIONS TECHNIQUES IMPREVUES

Les dispositions du présent CCTP s'appliquent compte tenu de la connaissance du terrain et des données connues au moment de la remise des offres des entrepreneurs.

Si des conditions techniques imprévues, dans l'appréciation de la situation effectivement rencontrée ou dans l'état du sol ou du sous-sol (réseau par exemple), imposent une modification importante des conditions du marché, l'entrepreneur en avisera aussitôt le maître d'œuvre et lui soumettra les nouvelles dispositions techniques qu'il propose d'adopter.

3.6.3. BRUITS DE CHANTIER

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

3.6.4. SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

3.6.5. COUPURES DES BRANCHEMENTS

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements d'eau, d'électricité et éventuellement de gaz, de téléphone ou autres.

3.6.6. ENLEVEMENT DES DECHETS ET GRAVOIS

Les gravois de démolition, ainsi que tous les autres matériaux et matériels déposés seront à évacuer au fur et à mesure. Cette évacuation se fera en tenant compte de la nature des déchets et gravois et de la réglementation éventuelle les concernant.

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc.

3.6.7. RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé à la reconnaissance des existants sur le site.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants, sans que cette énumération soit limitative :

- sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût ;
- l'état des existants et leurs principes constructifs ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;
- les possibilités de démolition en fonction du site ;
- les difficultés particulières qui pourraient survenir lors des travaux.

A propos des constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont aussi contractuellement réputés :

- avoir visité les lieux ;
- avoir pris parfaite connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structures, ou à défaut avoir déterminé par tous moyens ces principes de structures ;
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres prestations nécessaires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

3.6.8. SAUVEGARDE DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES OCCUPEES A PROXIMITE

Dans le cas de travaux de démolition réalisés à proximité de constructions existantes occupées, l'entrepreneur devra prévoir et effectuer ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui seront imposées par ces conditions de chantier particulières.

A. Utilisation de gros engins

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution des travaux.

En tout état de cause, il est ici formellement spécifié que l'utilisation de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations d'une ampleur telle qu'elles seraient perceptibles dans les bâtiments existants ;
- entraîner par suite des manœuvres et des vibrations, des désordres si minimes soient-ils aux constructions existantes .

B. Sauvegarde des constructions existantes

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et précautions pour garantir et sauvegarder dans leur état actuel toutes les constructions existantes à proximité, pouvant subir, du fait de ses travaux, directement ou indirectement, des dommages ou des désordres.

C. Constructions mitoyennes ou contiguës

Toutes dispositions particulières devront être prises par l'entrepreneur pour sauvegarder les constructions mitoyennes ou contiguës au chantier de démolition, et ce, avant, pendant et après les travaux de démolition.

Dans le cadre de ces dispositions, l'entrepreneur aura notamment à sa charge le cas échéant :

- le rebouchement de toutes niches, placards ou autres existants éventuellement dans ces murs mitoyens ;
- toutes reprises de maçonnerie nécessaires le cas échéant ;
- le coupement soigné des murs perpendiculaires au mitoyen avec dressement par un enduit au mortier au nu fini du mur ;
- et toutes autres dispositions qui s'avèreraient nécessaires .

En résumé, l'entrepreneur aura implicitement à sa charge toutes les dispositions nécessaires, pour assurer et garantir dans tous les cas, la sauvegarde et le maintien sans dommage des ouvrages mitoyens pendant et après l'exécution des démolitions.

D. Protection des constructions contigues contre la pénétration des eaux de pluie

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et précautions pour reconstituer une étanchéité à l'eau des murs aveugles bordant des espaces habitables.

Ces protections, obtenues par des bâches perméables à l'air, seront mis en place depuis l'arase supérieur du mur démoulé donnant sur la mitoyenneté, y compris couronnement, jusqu'au niveau de fond de fouille et pourront être ancrées par épinglage sur à travers les refends ou planchers en béton des mitoyens.

3.6.9. MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES DECOUVERTS SUR LE CHANTIER

Dans le cas où l'entrepreneur découvrirait des matériaux, objets et vestiges sur le chantier en cours de travaux, il devra être indemnisé si le maître d'œuvre lui demande de les extraire ou de les conserver avec des soins particuliers.

3.7. PRESCRIPTIONS CONCERNANT L 'EXECUTION DES TRAVAUX DE DEMOLITION

3.7.1. METHODES DE DEMOLITION

Les méthodes de démolition sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents.

Lors de ce choix, l'entrepreneur doit tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- Etablissement des études préalables par l'entreprise adjudicataire, constat des lieux des immeubles voisins et identification des contraintes liées aux travaux de démolition.
- Débranchement de tous les réseaux alimentant le bâtiment (eau, électricité, éclairage public, transformateur ...), bouchonnements des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, eaux usées par l'entreprise.
- Installation de chantier et mise en place de grillage, de barrière de sécurité, de passage piéton et de clôture ; cela afin d'éviter toute intrusion du public ou de toute personne étrangère au chantier.
- Mise en place de tous les dispositifs nécessaires pour la sécurité et d'hygiène du personnel travaillant sur chantier ;
- Décapage d'étanchéité et dépose de tous les équipement restant. Stockage et tri sélectif des déchets + évacuation hors chantier dans le respect de la législation en vigueur
- Démolition manuelle ou électriques systématisés des ouvrages coulé à la mitoyenneté avec toutes les précautions pour garantir le sauvegarde des constructions contiguës.
- Démolition mécanique des ouvrages en élévation à l'aide d'une pelle mécanique pour les ouvrages en maçonnerie et l'utilisation du brise roche hydraulique sur pelle ou un marteau-piquet pour venir perforer les maçonneries très compactes et les ouvrages en béton armé par chocs puissants et répétés.
- Le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur et évacuation dans un centre d'enfouissement technique de tous les déblais extraits.

- Remblaiement des fouilles engendrées par la démolition des fondations et le dallage par un remblai compact.
- Comblement des puits, fosses, bache enterrée éventuellement rencontrés après leur démolition par les engins appropriés tel que la brise roche hydraulique ou marteau-piqueur.
- Le repliement complet des installations de chantier et le nettoyage complet du terrain et la remise en état des abords.

3.7.2. PERIMETRE ET MOYENS DE PROTECTION ET DE SECURITE

Les opérateurs travaillant lors d'une opération de démolition sont particulièrement exposés aux risques et les risques d'impact sur l'environnement voisins sont aussi importants. Les moyens de prévention à prendre pour éviter la survenue de ces risques sont à étudier pour chaque opération car des spécificités existent. Les dispositions générales à prendre en compte sont les suivantes :

❖ Pour l'utilisation d'engins mécaniques :

- Définir le périmètre de sécurité pour garantir la sécurité des tiers et la protection vis-à-vis la circulation.
- Fournir un plan mentionnant clairement les accès aux différentes zones du chantier, l'affectation (piétons, V.L., engins de chantier) ainsi que les sens de circulation éventuels.
- Ménager un espace libre suffisant autour de l'ouvrage à démolir
- Clôturer le chantier et mettre en œuvre les dispositifs de protection nécessaires afin que les gravats ne puissent atteindre l'extérieur (type filets de protection, tapis en caoutchouc permettant de limiter le rebond des gravats)
- Protéger les ouvrages riverains ou les parties d'ouvrages à conserver et les désolidariser des parties à démolir
- S'assurer de la résistance des supports et aires de circulation et de travail des engins mécaniques, les renforcer et les étayer si besoin
- S'assurer de l'absence de personnel lors du travail ou de la circulation des engins mécaniques
- S'assurer que la cabine opérateur de l'engin mécanique ne se trouve pas dans l'aire de chute des gravats.
- Les conduites d'engins ne peuvent se faire que par des salariés formés
- Assurer une maintenance régulière des engins mécaniques
- Utiliser des engins pilotés à distance lorsque les risques sont trop élevés
- Préférer les engins dotés de moteur électriques dans les zones confinées
- Installation de système d'arrosage pour limiter la poussière

❖ Pour la coactivité sur le chantier :

- Organiser un phasage des travaux afin de limiter la coactivité
- Réaliser un plan de coordination sécurité protection de la santé

❖ Pour le travail des opérateurs :

- S'assurer du port des équipements de protection individuelle
- Former les opérateurs aux travaux qu'ils réalisent
- Prendre en compte les contraintes de l'opération et adapter les méthodes
- S'assurer de l'adoption des bonnes pratiques

- Choisir des méthodes et outils de travail les mieux adaptées pour les opérateurs (en terme de charge à soulever, de bruit, de vibrations...)

3.7.3. PROCEDURE DE DEMOLITION

3.7.3.1. Démolition manuelle :

Cette méthode démolition sera principalement utilisée lors des démolitions partielles (décapage étanchéité, conditions particulières pour le tri des matériaux, démolition des ouvrages coulé au bâtiment mitoyen).

Elle consiste en l'abattage des structures par assises horizontales successives en commençant par la partie supérieure de la construction (c'est la méthode du dérasement), La démolition manuelle demande un personnel hautement qualifié, les outils couramment utilisés sont des pics, des masses, des marteaux pneumatiques ou des pinces à béton hydrauliques.

3.7.3.2. Démolition mécanique :

Il existe de nombreux outils pouvant être utilisés avec diverses méthodologies pour l'abattage de la structure d'une construction :

La démolition par poussée ou par traction :

Cette technique consiste à utiliser le godet d'une pelle mécanique, un croc ou la lame d'un buteur pour abattre les structures de faible résistance ; cette technique utilisable pour les ouvrages en maçonnerie.

La démolition par chocs répétés :

Cette technique consiste à utiliser un brise roche hydraulique sur pelle ou un marteau piqueur pour venir perforer les matériaux ; ces techniques permettent la démolition de maçonneries très compactes et les ouvrages en béton armé en superstructure ou en fondation par des chocs puissants et répétés.

3.7.3.3. Emploi d'explosifs

L'emploi d'explosifs pour l'exécution des démolitions et des fouilles est interdit.

Dans tous les cas, l'entrepreneur sera tenu au strict respect de la réglementation en vigueur à ce sujet.

3.7.3.4. Prescriptions d'exécution

Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions pour éviter la chute de matériaux ou tout effondrement, même partiel.

L'entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc. ainsi que tous étalements, étrésolements, etc. qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions.

En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravois ou matériaux de démolition.

Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

3.7.3.5. Sauvegarde des canalisations et câbles éventuellement rencontrés

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles éventuellement rencontrés.

Il devra le cas échéant, dès la localisation d'un de ces ouvrages, avertir immédiatement le maître d'œuvre et les services techniques compétents.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de la canalisation ou du câble rencontré.

3.7.3.6. Présence de réseaux publics

L'entrepreneur prendra le cas échéant en temps utile tous les contacts nécessaires avec les services concernés pour les déposes ou dévoiements éventuels de réseaux risquant de se trouver dans le champ des activités de démolitions.

3.7.4. MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

Côté ressource humaines, le projet devra s'appuyer sur :

- Des conducteur de travaux chargé du bon déroulement du chantier.
- Des conducteurs de pelle.
- Des manœuvres
- Des Gardiens du chantier
- Des conducteurs de brise roche hydraulique
- Des animateurs QSE (qualité sécurité environnement...)
- Des chauffeurs de poids lourds pour la décharge des gravois et déchets.

Coté ressources matériels, l'entreprise doit doter :

- Des pelles hydraulique équipée d'une bras de démolition
- Des brises roche hydraulique
- Des niveleuse
- Des bulldozers
- Des compacteurs
- Des camions 8x4
- Divers outils : arrache clou, coupe boulon, disqueuse, raclette, pelle, balais...

| | | | |
|---|---|--------|----------------|
|  | TRAVAUX DE DEMOLITION CGB-CAMP GEUZOU-BENIN Cahier des Clauses Techniques Particulières | Client | CGB |
| | | Projet | Démolition CGB |
| | | Code | 22CI002TCE |
| | | Date | 29-07-2022 |

3.8. DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

3.8.1. GENERALITES

Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont CCTG, DTU et les normes en vigueur.

Les travaux de démolitions ne font l'objet d'aucun DTU, ni CCTG.

3.8.2. NORMES

A. Travaux de démolitions

- NF EN 61439-4 (juin 2013) : Ensembles d'appareillage à basse tension - Partie 4 : exigences particulières pour ensembles de chantiers (EC) ; (Indice de classement : C63-421-4)
- NF EN ISO 28927-10 (juin 2011) : Machines à moteur portatives - Méthodes d'essai pour l'évaluation de l'émission de vibrations - Partie 10 : marteaux à percussion, perforateurs et brise-béton ; (Indice de classement : E90-321-10)
- NF EN ISO 28927-11 (mars 2011) : Machines à moteur portatives - Méthodes d'essai pour l'évaluation de l'émission de vibrations - Partie 11 : casse-pierres ; (Indice de classement : E90-321-11)
- NF EN ISO 7518 (octobre 1999) : Dessins techniques - Dessins de construction - Représentation simplifiée de démolition et de reconstruction (Indice de classement : P02-020)
- CEI 60364-7-704 (mars 2007) : Part 7-704: Requirements for special installations or locations - Construction and demolition site installations ;
- CEI 61200-704 (mars 1996) : Guide pour les installations électriques. Partie 704 : installations de chantiers
- NF EN 1991-1-6 (novembre 2005) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-6 : Actions générales - Actions en cours d'exécution (Indice de classement : P06-116-1)
- NF EN 1991-1-6/NA (mars 2009) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-6 : Actions générales - Actions en cours d'exécution - Annexe nationale de la NF EN 1991-1-6 (Indice de classement : P06-116-1/NA)
- NF X46-020 (août 2017) : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-020)
- NF X46-021 (août 2010) : Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-021)

3.8.3. AUTRES TEXTES

Les travaux de démolition devront également respecter strictement les différentes réglementations les concernant, notamment :

- les prescriptions du « Permis de démolir » le cas échéant ;
- les Réglementations locales concernant les démolitions, ou, à défaut, les instructions des services publics concernés ;
- tous les réglementations concernant la sécurité ;
- tous les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers, à la protection de l'environnement, aux limitations des bruits de chantier, etc .

| | | | |
|---|--|--------|----------------|
|  | TRAVAUX DE DEMOLITION CGB-CAMP GEUZOU-BENIN Cahier des Clauses Techniques Particulières | Client | CGB |
| | | Projet | Démolition CGB |
| | | Code | 22CI002TCE |
| | | Date | 29-07-2022 |

3.8.4. REGLEMENTATIONS CONCERNANT LES DECHETS ET LES BRUITS DE CHANTIER

A. Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

a) Principes généraux de prévention et de gestion des déchets

- Articles L541-11 et L541-15-3, R541-13 à R541-27 du Code l'environnement ;
- circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement ;
- recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment .

b) Déchets de démolition

- Articles R111-43 à R111-49 du Code de la construction et de l'habitation ;
- arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments .

c) Déchets dangereux

- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux .

d) Déchets d'amiante

- Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment .

e) Fluides frigorigènes dans les équipements thermodynamiques

- Articles R543-75 à R543-123 du Code de l'environnement .

B. Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- l'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ;
- l' article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :
 - le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ,
 - le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit ,

| | | | |
|---|--|--------|----------------|
|  | TRAVAUX DE DEMOLITION CGB-CAMP GEUZOU-BENIN Cahier des Clauses Techniques Particulières | Client | CGB |
| | | Projet | Démolition CGB |
| | | Code | 22CI002TCE |
| | | Date | 29-07-2022 |

- les comportements anormalement bruyants .
- les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux .
- le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage
- l' arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage .

a) Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

- Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement ;
- directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores » ;
- arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments .

4 - NOMENCLATURE DES OUVRAGES

4.1. DEMOLITION DE L'EXISTANT

4.1.1. DEMOLITION ET EVACUATION A LA DECHARGE PUBLIQUE

Ce prix comprendra toutes sujétions de démolition des ouvrages existants en béton armé ou en maçonnerie de tout nature et de toute dimension, telle que murs en agglos, en briques, mur de clôture, voile, escaliers, poteaux et poutres, planchers en hourdis, dalles pleines, dallage de toutes épaisseurs, refends en maçonneries, ouvrages divers. Y compris les ouvrages en infrastructure du bâtiment (semelles de toute nature, longrines, chainages, mur de fondation ou soubassement, réseaux sous dallage, fosses et regards, bâches ...)

La démolition concerne tous les ouvrages existants dans la parcelle foncière en superstructure et infrastructure y compris les dallages et les murs de clôture.

L'évacuation par tous moyens et enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition : tous les matériaux de démolition et tous les gravais et décombres.

Lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, à toute distance, tous droits de lin et autres à la charge de l'entrepreneur.

L'entreprise fournira avec son offre les séquences des travaux de démolition prévues, méthodes, et moyens humains et matériels affectés au projet, et s'assure à tout moment d'employer des méthodes appropriées pour éviter tout incident.

Les moyens pneumatiques sont à utiliser pour des ouvrages distants des zones sensibles.

Les procédés de démolition manuels ou électriques systématisés sont réservés pour les démolitions dans les zones sensibles et pour les ouvrages coté mitoyenneté.

4.1.2. REMBLAIEMENT DES FOUILLES DE TOUTE NATURE

Après l'exécution des travaux de démolition, l'entreprise devra le remblaiement des fouilles de toute nature engendrées par la démolition de l'infrastructure moyennant d'un remblai compact. Y compris le comblement de puits ou puisards, bache à eau, fosse septique éventuellement rencontrés

Les remblais seront réalisés à l'aide des matériaux d'apport incompressibles, de classes C1 à C2 mise en œuvre par couches successives de 15 à 20 cm d'épaisseur, compris toutes sujétions de damage, arrosage et compactage soigné, à refus. Les matériaux de remblais seront exempts de tous les débris organiques ou végétaux.

4.1.3. PROTECTION DES CONSTRUCTIONS CONTIGUES

Toutes dispositions particulières devront être prises par l'entrepreneur pour sauvegarder les constructions mitoyennes ou contiguës au chantier de démolition, et ce, avant, pendant et après les travaux de démolition.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et précautions pour reconstituer une étanchéité à l'eau des murs aveugles bordant des espaces habitables.

Ces protections, obtenues par des bâches perméables à l'air, seront mis en place depuis l'arase supérieur du mur démolé donnant sur la mitoyenneté, y compris couronnement, jusqu'au niveau de

| | | | |
|---|--|--------|----------------|
|  | TRAVAUX DE DEMOLITION CGB-CAMP GEUZOU-BENIN Cahier des Clauses Techniques Particulières | Client | CGB |
| | | Projet | Démolition CGB |
| | | Code | 22CI002TCE |
| | | Date | 29-07-2022 |

fond de fouille et pourront être ancrées par épinglage sur à travers les refends ou planchers en béton des mitoyens.

4.1.4. POINTS DE RECONNAISSANCE DES FONDATIONS MITOYENNES

Durant les travaux, l'entreprise devra la réalisation de six points de sondages manuels coté mitoyenneté pour mettre en évidence les fondations mitoyennes. Le constat et le rapport devront être établis par le laboratoire de sol du projet.

4.1.5. REPLIEMENT DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT

Après l'exécution des travaux de démolition, l'entreprise doit le repliement complet des installations de chantier et le nettoyage complet du terrain et la remise en état des abords.

Les palissades de chantier sont exclus

FIN CCTP